



### Contribution de Jean RENARD

Rapporteur général du Conseil de développement

renard.jean@numericable.fr

## Entre utopies d'aujourd'hui et réalisations de demain

La parution du rapport d'étape du projet de territoire « Ma Ville Demain, inventons la métropole nantaise de 2030 » offre aux citoyens de la société civile l'opportunité de faire le point sur la méthode, le processus et les premières conclusions de la démarche.

Au sein du Conseil de développement, nous avons été largement associés aux diverses phases d'avancement des travaux de réflexion. Nous avons produit notre propre contribution argumentée autour de trois thématiques (les liens, la création collective, les anticipations) et avons suggéré de prendre en compte un certain nombre d'aspects tant sur les vulnérabilités du territoire que sur les utopies et signaux faibles, ces derniers susceptibles de remettre en cause des certitudes. C'est ce que nous avons baptisé pour chaque partie les tendances.

C'est le rôle d'un Conseil tel que le nôtre, dégagé des préoccupations de l'instant, de dessiner des perspectives, de faire de la prospective, d'éclairer les cheminements possibles, de répercuter les attentes des citoyens. Encore faut-il ou faudrait-il que nos contributions, nos propositions, nos suggestions soient prises en compte, ou à tout le moins examinées avec attention et bienveillance par ceux qui localement nous gouvernent. Il faut bien avouer que mon expérience depuis la conférence consultative d'agglomération mise en place en 1996 me fait quelquefois douter. Ce qui pose la question de fond, à quoi servons nous ?

Quatre exemples dans l'actualité illustrent ma perplexité :

- Le maintien des voies ferrées à l'ouest de l'île de Nantes recueille l'assentiment des membres de notre conseil. Ne serait-ce que pour ne pas oblitérer d'éventuels franchissements par chemin de fer à la pointe de l'île. Or on entend dire que le projet des responsables de l'aménagement de l'île, associé à la construction d'un nouveau CHU, conduirait à leur suppression
- Le projet porté par l'association Nexus d'utiliser le nœud ferroviaire au sein de l'agglomération afin de faciliter les relations nord sud au sein du grand Nantes, et qui a été présenté devant le Conseil, mériterait un examen sérieux par les élus et techniciens. Leur dernière mise au point est la perspective d'une station TER à 100 mètres du centre commercial Beaulieu
- Les projets de franchissement du fleuve soit par un pont transbordeur, emblématique à Nantes, soit par un téléphérique, dont bon nombre de villes font le choix, qui ont été également présentés devant notre assemblée, ne sauraient être rejetés d'un revers de main, ce au profit d'un éventuel pont levant ou d'un tunnel. Là encore des mises au point récentes (cf le journal le Monde à propos d'un téléphérique à Créteil)

- Le projet de l'association « les Transbordés » autour du concept d'un port Jules Verne permettant d'accueillir les paquebots de croisière et de mettre en valeur le personnage mondialement connu qu'est l'écrivain de Nantes, auquel on pourrait associer Julien Gracq autour de son livre La forme d'une ville.

Il y a, à lire la presse, à écouter les techniciens, et à entendre des élus, comme une réticence, voire même un rejet, pour tout projet qui ne vient pas de la sphère de la technocratie locale mais qui est issu de la société civile. Nulle allusion à ces projets alternatifs dans les dossiers de Ma Ville demain. N'y a-t-il pas eu dans la démarche citoyenne et des contributions de la société civile des allusions à des projets concrets ? Il y a bien une question n° 9 portant sur les nouvelles initiatives, nouvelles idées, nouvelles pratiques.

Certes la démarche Ma Ville demain n'est pas un programme, mais des exemples concrets de réalisation souhaitée ou projetée méritaient d'être évoqués. C'est là un curieux usage de la démocratie participative tant vantée par ailleurs.

Si, par le passé, on a pu croire que les choix d'aménagement, d'équipement, d'infrastructure, ne pouvaient venir que des ingénieurs et qu'il n'y avait pas à discuter, étant seuls à détenir le choix le meilleur, il en va différemment aujourd'hui. Les projets alternatifs portés par les membres de la société civile et les associations sont souvent de grande valeur et argumentés. Les compétences ne sont plus l'apanage des seuls techniciens des agglomérations. Désormais les débats d'aménagement se passent entre égal à égal. Toutes les solutions ne viennent pas d'en haut. Elles peuvent être le fait des gens d'en bas. Un peu d'humilité et d'écoute de la part des technocrates est nécessaire.

Ainsi on peut regretter le refus de desservir l'hôpital nord par le tramway et le choix qui a été fait de desservir le centre commercial Atlantis. Ce choix ne répond pas à la demande sociale. Il est vrai que cela peut ensuite justifier la construction d'un nouvel établissement dans l'Île de Nantes, en ignorant ou en minorant les coûts de sa desserte dans un site contraint. D'ailleurs si l'on remonte dans le passé, souvenons nous des erreurs commises lors de la disparition du seuil de Bellevue, voulue par les ingénieurs, dont on paie aujourd'hui les conséquences, ou encore entre les deux guerres les conflits liés au comblement des bras de la Loire et de l'Erdre, combattu sans succès par M. Lefèvre-Utile.

Elus et techniciens ignorent trop souvent les signaux faibles qui émergent dans notre société, se refusent à les prendre en compte, et préfèrent faire confiance aux solutions éprouvées du passé mais qui peuvent se trouver dépassées au moment de la réalisation. Nantes a ainsi manqué de peu de se trouver avec une autoroute urbaine qui aurait éventré les rives de l'Erdre et le centre de la ville, ce que les lyonnais n'ont pu empêcher. On se doit de saluer l'anticipation du maire de Nantes à la fin des années 1970 en faveur du retour du tramway.

On ne peut que regretter aussi le refus de réaliser une piste différemment orientée de l'actuel aéroport qui aurait pu éviter les lourds investissements dans un nouvel outil qui va geler des milliers d'hectares de terres agricoles dont le gaspillage est rejeté par tous depuis le Grenelle de l'environnement.

Il y a bien d'autres réalisations ou projets qui mériteraient un examen sérieux des différentes solutions à l'ère du tout numérique, des nouveaux comportements des populations, et de la fin prochaine des énergies fossiles. Mais envisager d'autres modes de croissance que ceux que nous avons connus lors des trente glorieuses est politiquement incorrect. On ne jure que par produire plus, augmenter le PIB et le taux de croissance, réduire la dette. Là encore des solutions alternatives mériteraient d'être examinées, des fausses évidences dénoncées, avantages et inconvénients des différentes choix mesurés, pesés et portés à la connaissance des populations avant qu'il ne soit trop tard.

Quelques réflexions complémentaires extraites de récentes lectures :

Pourquoi ne pas tester la gratuité des transports en commun ?

Nantes a été pionnière dans le retour du tramway et dans la mise en place d'un dense réseau de transports en commun. Parallèlement, une vaste zone piétonnière est mise en place en centre ville. Il y a là des initiatives et des innovations. Ne peut on aller plus loin ?

La gratuité des transports en commun faciliterait sans doute le retour dans le centre ville de la clientèle des commerçants qui se plaignent d'une évasion au profit des centres commerciaux de la périphérie. Est ce véritablement une fausse bonne idée comme le proclame la FNAUT ?

Un examen au fond des avantages et inconvénients, en terme de coûts pour la population et la collectivité, de la formule mériterait débat, et selon les résultats il modifierait sans doute les scénarios. Des exemples comme à Hasselt (Flandres belge) Châteauroux, Aubagne, Tallin (capitale de l'Estonie) de transports gratuits seraient à examiner. Une délégation du Conseil pourrait voir de visu ces expériences ? Cette question de la gratuité de biens publics se pose en d'autres domaines : l'entrée dans les musées, les logiciels libres, la presse quotidienne, la loi hadopi, etc...

Pourquoi ne pas revenir sur la gestion des temps dans la ville ?

En ce domaine Nantes reste bien timide. Toujours pas de bureau des temps. Or les banques du temps, initiées par les femmes en vue de concilier temps de vie et temps de travail, offrent des opportunités et des réflexions.

Et quid de l'utopie de la mutualisation des plus values foncières engendrées lors du changement d'affectation des sols ?

Rappelons qu'en Allemagne et aux Pays-bas ces plus values vont aux collectivités locales et non pas aux propriétaires. Il y a là un excellent moyen d'économiser le foncier à lire ce qui se passe chez nos voisins.

Sur les signaux émergents et les conséquences à en tirer quelques exemples contradictoires :

Qui aurait imaginé, il y a seulement vingt ans, le succès des AMAP associant producteurs et consommateurs ?

Qui aurait imaginé il y a trente ans que la téléphonie mobile allait révolutionner nos modes de mobilité et nos rapports sociaux ?

Qui aurait imaginé il y a trente ans que les courbes du nombre de mariages et des PACS allaient se croiser dans notre région ?

Qui comprend le succès indéniable de low costs en aviation qui conduit à la quasi gratuité des vols, qui fait qu'un déplacement aérien entre Nantes et une capitale européenne vous revient moins cher que le taxi qui vous conduit de votre domicile à Nantes atlantique, lequel aéroport n'est pas relié par la voie ferrée au centre de la ville alors même que la liaison physique existe ? Encore une étrange contradiction.

Certains territoires sont plus productifs de nouvelles solidarités fondées sur le partage et l'échange. Ce sont aussi souvent les territoires de l'innovation sociale. L'Ouest a été le terreau de nombre de ces initiatives. Ce sont d'excellents outils de résistance à la crise. L'Italie en fournit des exemples nombreux dont on pourrait s'inspirer afin de faire de la région nantaise un milieu d'excellence.

Encore faudrait-il ne pas en rester à des idées générales certes généreuses sur le vivre ensemble, sur l'excellence à l'international ou s'appuyer sur les ressources locales et la citoyenneté.

Quel projet de territoire ne répondrait pas à ces impératifs de bon sens ? A la limite, on pourrait décalquer ce qui est ici proposé à bien d'autres villes. Pour prendre ces agglomérations qui nous ressemblent, Bordeaux et Rouen veulent aussi miser sur l'innovation et la créativité, aller vers l'excellence et s'ouvrir à l'international, et s'appuyer sur les ressources locales.

En revanche, on voit mal ce qui devrait faire l'originalité de Nantes dans le futur par rapport à d'autres territoires.

Il faut aller plus loin dans le projet et être plus concret, d'autant qu'il n'y a pas une seule solution mais plusieurs qui nous sont offertes.